

# La première entreprise du CAC 40 licencie à tire-larigot



FO Hebdot/G. Ducrot

Le groupe pharmaceutique Sanofi-Aventis vient à nouveau d'annoncer un plan de restructuration qui vise à supprimer près de mille postes, dont 575 emplois de visiteurs médicaux en 2011. Inacceptable, pour les syndicats, qui rappellent que «ces nouvelles coupes sombres s'ajoutent aux 2 200 déjà opérées dans le groupe en France depuis septembre 2008, et aux 900 suppressions de postes en cours dans la production chimie». «D'ici à 2014, ce seront probablement plus de 4 000

postes directs en France que la direction de Sanofi-Aventis aura détruits, soit plus de 15% des effectifs français du groupe, sans compter les milliers d'emplois induits», s'alarment les organisations syndicales.

## 2 200 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS DEPUIS 2008

Elles avaient appelé à un rassemblement symbolique devant le siège social du groupe phar-

maceutique à Paris, jeudi 9 décembre, trois jours après l'annonce du plan qui vise principalement l'activité visite médicale.

Les visiteurs médicaux, les commerciaux chargés d'informer les médecins et de faire la promotion des médicaments, ont déjà fait les frais de plans de suppressions d'emplois en 2006 (500 emplois détruits) et en 2008 (927 emplois). Les visiteurs médicaux, qui étaient encore près de 2 500 en octobre 2008, devraient voir leurs effectifs fondre à 1 300 après ces nouvelles suppressions. Si la direction met en avant des «changements assez profonds» du métier, avec notamment la concurrence accrue des médicaments génériques et les vellétés d'économies des gouvernements dans les dépenses de santé, les syndicats estiment que les mutations des laboratoires pharmaceutiques, qui se concentrent sur des marchés de niches plus rentables (biotechnologies), ont été mal anticipées. «Sanofi-Aventis, première entreprise du CAC 40 en 2009 avec près de 30 milliards de chiffre d'affaires, dont 8,5 milliards de bénéfices, continue son développement au travers de plus de 60 acquisitions et/ou partenariats à travers le monde, tout en organisant une casse sociale massive sans précédent en France et ailleurs», a dénoncé FO lors d'un comité de groupe France le 9 décembre.